

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/RL/GEN/22

19 octobre 2004

(04-4405)

Groupe de négociation sur les règles

Original: anglais

SUBVENTIONS À L'EXPORTATION PROHIBÉES

Communication de l'Australie

La communication ci-après, datée du 18 octobre 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Australie.

La délégation qui a présenté la communication a demandé que ce document, qui a été soumis au Groupe de négociation sur les règles en tant que document informel (JOB(04)/151), soit aussi distribué en tant que document formel.

L'article 3.1 a) de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC) dispose ce qui suit:

- "a) subventions subordonnées, en droit ou en fait⁴, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, aux résultats à l'exportation, y compris celles qui sont énumérées à titre d'exemple dans l'Annexe I ...

⁴Cette condition est remplie lorsque les faits démontrent que l'octroi d'une subvention, sans avoir été juridiquement subordonné aux résultats à l'exportation, est en fait lié aux exportations ou recettes d'exportation effectives ou prévues. Le simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne sera pas pour cette seule raison considéré comme une subvention à l'exportation au sens de cette disposition."

I. QUESTIONS

L'Australie a indiqué antérieurement dans de précédentes notes¹ que les règles relatives aux subventions prohibées subordonnées "en fait" aux résultats à l'exportation manquaient de clarté. Plus précisément, l'Australie a indiqué que le critère appliqué pour déterminer la subordination "en fait" au titre de l'article 3.1 a) de l'Accord SMC permettait actuellement un traitement discriminatoire et imprévisible. Ce critère est discriminatoire car la jurisprudence de l'OMC paraît avoir accordé une plus grande importance à la propension à exporter un produit parmi les divers facteurs qui sont examinés pour déterminer la subordination aux exportations. Même si les faits et les circonstances varient, à l'évidence, d'un cas à l'autre, on ne voit pas très bien quels faits sont déterminants pour évaluer la subordination "en fait" aux exportations.

¹ Documents TN/RL/W/85 et TN/RL/W/139.

L'Australie a également indiqué que la jurisprudence de l'OMC avait reconnu les difficultés liées à l'analyse de la subordination "en fait" aux exportations. Pour résumer, dans le cadre de cette jurisprudence, on a examiné les questions ci-après et formulé les constatations suivantes:

- Il ne suffit pas de démontrer seulement que les pouvoirs publics accordant une subvention *prévoient* que des exportations en résulteraient, mais que l'octroi de la subvention par les pouvoirs publics est *subordonné* aux résultats à l'exportation.
- En ce qui concerne la deuxième phrase de la note de bas de page 4 relative à l'article 3.1 a), il est indiqué que "le simple fait de savoir que les ventes d'un bénéficiaire sont orientées vers l'exportation ne démontre pas, **à lui seul**, que l'octroi d'une subvention est lié aux exportations effectives ou prévues" (pas de caractère gras dans l'original).²
- La vocation exportatrice peut être prise en compte comme un fait pertinent, à condition qu'il s'agisse d'un fait parmi d'autres et que ce ne soit pas le seul fait à étayer une constatation.
- Le facteur de proximité du marché d'exportation permettant de démontrer la subordination aux exportations doit être traité avec précaution.³

L'Australie estime qu'il est nécessaire d'établir des règles plus claires et des critères objectifs et vérifiables concernant les conditions ou les faits qui constituent le fondement d'une conclusion selon laquelle une subvention est subordonnée "en fait" aux résultats à l'exportation effectifs ou prévus. Il n'y a aucune indication concernant les faits ou les types de faits qui doivent être pris en compte.

À l'heure actuelle, les règles relatives aux subventions sont discriminatoires et favorisent les grands marchés ou les grandes économies. Une subvention accordée pour un produit par un Membre de l'OMC ayant un vaste marché intérieur pour ce produit peut donner lieu à une action, mais il y a peu de risques, voire aucun, qu'il soit constaté qu'elle est subordonnée aux exportations. La même subvention accordée pour un produit par un Membre de l'OMC dont le marché intérieur est relativement exigu risque fortement d'être subordonnée aux résultats à l'exportation, étant donné que la vocation exportatrice est bien plus importante. En outre, un produit peut être subventionné mais peut ne plus être destiné exclusivement au marché intérieur en raison des conditions fluctuantes de ce marché.

La prise en considération des niveaux de compétitivité d'un produit à l'exportation apparaît déjà dans l'Accord SMC dans le contexte du traitement spécial et différencié. À ce sujet, la compétitivité à l'exportation est mesurée par la part d'un Membre dans le commerce mondial de ce produit pendant une période déterminée. L'Australie estime qu'il est possible d'examiner la question de savoir si, à la suite d'un subventionnement, la compétitivité d'un Membre à l'exportation est parvenue à certains niveaux et n'a pas atteint ces niveaux pendant de longues périodes. L'importance accordée à la vocation exportatrice dans l'examen de la subordination "en fait" aux exportations pourrait donc être pertinente en raison de la plus grande compétitivité du produit à l'exportation.

Des règles plus claires concernant les subventions prohibées subordonnées "en fait" aux résultats à l'exportation sont également importantes dans le contexte des mesures correctives visant les

² Canada – Mesures visant l'exportation des aéronefs civils (ci-après Canada – Aéronefs), rapport de l'Organe d'appel WT/DS70/AB/R, adopté le 8 août 1999, paragraphe 173.

³ *Ibid.*, paragraphe 174.

subventions à l'exportation prohibées. Il a aussi été suggéré qu'il pourrait être approprié de renforcer les mesures correctives visant les subventions prohibées dans le contexte des procédures en matière de droits compensateurs.⁴ L'Australie reconnaît qu'il importe de maintenir la présomption que les subventions prohibées ont de graves effets sur les échanges. Toutefois, il importe tout autant d'établir clairement si une subvention est prohibée aux fins des enquêtes en matière de droits compensateurs.

L'Australie a indiqué que, d'après son expérience dans les enquêtes en matière de droits compensateurs, les autorités chargées de l'enquête déterminent en premier lieu (et à juste titre) l'existence d'une subvention, mais déterminent ensuite (à tort) que la subvention est subordonnée aux résultats à l'exportation en raison du fait que l'entreprise visée par l'enquête exporte. L'absence de règles ou de lignes directrices claires permettant de déterminer si une subvention est ou non subordonnée "en fait" aux résultats à l'exportation influe de toute évidence sur le calcul du niveau de subventionnement du produit dans les enquêtes en matière de droits compensateurs. Le fait de considérer à tort qu'une subvention est subordonnée "en fait" aux résultats à l'exportation nuit à l'utilisation du bon dénominateur dans le calcul d'un droit compensateur. En d'autres termes, ce sont les exportations totales d'une entreprise qui sont utilisées et non les ventes totales.

II. MODIFICATIONS PROPOSÉES

L'Australie propose d'apporter les modifications suivantes à l'Accord SMC:

- i) L'Australie propose que, lorsqu'un ensemble de facteurs est examiné, il soit établi clairement que la propension à exporter ne devrait pas être un facteur considéré isolément. À l'heure actuelle, la note de bas de page 4 relative à l'article 3.1 a) ne prend pas adéquatement en compte les situations dans lesquelles le marché intérieur d'un Membre accordant une subvention est de petite taille, ou dans lesquelles les conditions du marché fluctuent, de telle sorte que les produits destinés au marché intérieur doivent être vendus sur le marché d'exportation.
- ii) L'Australie propose que la note de bas de page 4 relative à l'article 3.1 a) soit modifiée. On pourrait établir une liste exemplative et non exhaustive d'un ensemble de facteurs qui devraient être pris en compte pour déterminer la subordination aux exportations.

Pourraient figurer notamment sur cette liste les conditions ou prescriptions en matière de résultats liées à l'octroi de la subvention ainsi que la vocation exportatrice (dans le contexte de la compétitivité d'un produit à l'exportation).

- iii) Tout comme la note de bas de page 35 relative à l'article 10 précise la manière d'établir si une mesure est visée par les paramètres énoncés à l'article 8.1 a) pour déterminer sa spécificité ou relève de l'article 8.2 pour déterminer si elle ne donne pas lieu à une action, l'Australie propose aussi que les autorités chargées de l'enquête fassent en sorte que la prise en considération des faits relatifs à la subordination aux résultats à l'exportation soit clairement établie dans une enquête en matière de droits compensateurs.

⁴ Voir le document TN/RL/W/78.